

- la mise en place de plus de 50 technologies respectueuses du climat qui ont amélioré l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable et le transport urbain durable;
- une gestion durable des terres appliquée à 103 millions d'hectares;
- la protection de plus de 50 bassins hydrographiques et de 23 des 64 grands écosystèmes marins de la planète.

Le Canada achemine également des fonds par divers organismes multilatéraux afin de favoriser dans les pays en développement la protection environnementale, l'atténuation des changements climatiques et les mesures d'adaptation. Cette aide permet de préserver les moyens de subsistance des populations vulnérables de ces pays.

Par exemple, le Canada fournit une contribution de base annuelle au Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ce programme représente l'autorité environnementale dans le système de l'ONU. Il remplit les fonctions suivantes :

- coordonner l'élaboration des politiques et des lois sur l'environnement;
- assurer la surveillance de l'environnement à l'échelle mondiale;
- porter les nouveaux enjeux à l'attention des gouvernements et de la communauté internationale pour qu'ils interviennent.

Le Canada fournit également des fonds à la Coalition pour le climat et l'air pur du programme de développement des Nations unies. Ce financement aide les pays en développement à mettre en œuvre des projets permettant de réduire dans divers secteurs les polluants climatiques à courte durée de vie. De plus, le Canada fournit une contribution annuelle au Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Il veille à ce que l'élimination progressive des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ne porte pas atteinte aux économies des pays en développement.

Par l'entremise du Fonds pour l'environnement mondial, le Canada a contribué financièrement à l'Initiative pour le renforcement des capacités pour la transparence. Cette aide permet aux pays en développement d'augmenter leur capacité institutionnelle et de renforcer leurs institutions nationales à l'égard des activités liées à la transparence. Cela cadre avec les priorités nationales visant à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et à lutter contre les changements climatiques.

Le Canada contribue également au Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement, ainsi qu'au Réseau international sur le bambou et le rotin. En tant que seul pays développé membre de ce réseau, le Canada favorise la mise en œuvre de projets novateurs en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ces projets visent la réduction de la pauvreté et la durabilité de l'environnement par l'usage du bambou et du rotin.

En Indonésie, l'appui que le Canada accorde depuis 2011 au Centre mondial d'agroforesterie et au Centre pour la recherche forestière internationale a permis à 73 collectivités jusqu'en fin d'année 2016 de pratiquer une gestion durable de la forêt sur plus de 780 273 hectares. Ces démarches ont également permis d'augmenter les revenus de 636 922 personnes, dont plus de la moitié sont des femmes, en plus d'améliorer leur participation et la gestion durable des ressources.

En Afghanistan, au moyen d'un partenariat avec la France et la Fondation Aga Khan du Canada, le Canada a financé 76 % de la construction du nouvel hôpital provincial de 140 lits à Bamyan. Ce projet, qui s'est déroulé de 2012 à 2017, portait une attention particulière à la durabilité de l'environnement.

Des efforts ont été consentis pour réduire l'empreinte carbone de l'hôpital et le recours à l'électricité produite au diesel. Une installation d'énergie solaire de 400 kW fournit à l'hôpital plus de 60 % de son énergie. L'hôpital utilise des lampes diodes électroluminescentes (DEL) et des chaudières écoénergétiques. Dans le cadre du même projet, le Canada a aussi financé la construction de 71 points d'eau. Ainsi, plus de 6 400 personnes auront accès à de l'eau potable.

Le Canada aide aussi les gouvernements des pays en développement dans la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à créer des projets d'infrastructures durables et résilientes. Cette aide est offerte en partenariat avec la Banque asiatique de développement et l'International Enterprise Singapore. Ces projets privilégient les approches comme le partenariat public-privé.

En 2016-2017, le Canada a contribué à d'importantes études de détermination de la portée et d'investissement dans un projet public-privé de conversion de l'éclairage des routes aux lampes DEL dans l'État malaisien de Melaka. Cette mesure pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre du gouvernement d'environ 30 000 tonnes par année.

Le Canada a aussi soutenu le projet de l'Alliance mondiale pour les foyers améliorés visant à favoriser à long terme en Haïti une évolution vers des modes de cuisson écologique à faible taux d'émission. Les



Pays : Haïti © Roger LaMoine